

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 771 / Décembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2023

L'économie martiniquaise fait preuve de solidité

Au troisième trimestre 2023, le climat des affaires retrouve un niveau favorable après le ralentissement enregistré au deuxième trimestre. Il progresse de 2,7 points par rapport au trimestre précédent et s'établit à 102,6.

D'après les chefs d'entreprise interrogés, le niveau d'activité tend à se stabiliser. Les prévisions d'investissement à un an sont bien orientées et le solde d'opinion sur l'emploi est favorable. La nouvelle baisse du nombre de demandeurs d'emploi et la bonne tenue du marché de l'emploi corroborent ce sentiment.

Pour autant, certains signaux sont à surveiller. Principal moteur de la croissance martiniquaise, la consommation des ménages ralentit et fait l'objet d'arbitrages et de disparités. Le ralentissement est visible à travers les dépenses par CB. Dans le même temps, la hausse des prix continue. Les prix à la consommation ont progressé de 1,0 % entre fin juin et fin septembre 2023.

Les chefs d'entreprises font part des tensions qui persistent au niveau de leur trésorerie. Le nombre de défaillances d'entreprises progresse de nouveau au troisième trimestre (+58 % sur un an à fin septembre). Cette situation est particulièrement préoccupante dans le secteur du BTP dont les acteurs, majoritairement des TPE, apparaissent fragilisés.

La situation pour les autres secteurs est contrastée au troisième trimestre. L'activité touristique et celles du secteur agricole et des industries agroalimentaires ralentissent alors que pour les entreprises commerciales et les entreprises du secteur des services marchands, l'activité semble dynamique.

Un climat des affaires en léger rebond

Au troisième trimestre, l'indicateur du climat des affaires s'établit à 102,6 (+2,7 points par rapport au trimestre précédent), évoluant de nouveau au-dessus de sa moyenne de longue période (100). Ce redressement confirme la solidité de l'économie martiniquaise, mais également l'atterrissage amorcé au premier semestre, après une année 2022 marquée par une forte reprise.

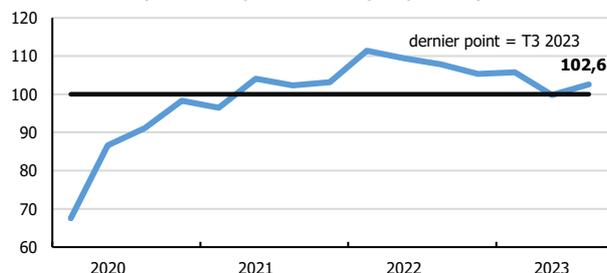
Le rebond de l'ICA s'explique principalement par sa composante future, ce qui ne traduit pas d'inquiétudes particulièrement marquées de la part des chefs d'entreprise pour la fin d'année.

L'activité des entreprises s'est stabilisée ce trimestre au niveau de sa moyenne de longue période, alors que les chefs d'entreprise semblaient plutôt anticiper une baisse lors de la précédente enquête.

Les éléments explicatifs du rebond de l'ICA sont les prévisions d'investissement à un an, très bien orientées ce trimestre, et les prix de vente prévisionnels dont l'augmentation est plus marquée que le trimestre précédent, dans un contexte d'augmentation des tarifs réglementés de l'énergie et du coût du fret.

Les délais de paiement se dégradent et contribuent négativement à l'ICA, autant pour le trimestre écoulé que pour celui à venir. Enfin, le solde d'opinion sur l'emploi est toujours bien orienté, avec des prévisions, pour le prochain trimestre, favorables.

Indicateur du climat des affaires
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une nouvelle hausse des prix

L'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 1,0 % entre fin juin et fin septembre 2023. Cette évolution s'explique par une nouvelle augmentation des prix de l'énergie (+7,9 %) et de l'alimentation (+2,2 %), alors que les prix des services ne progressent pas ce trimestre (-0,1 %).

Sur un an, l'indice des prix est toujours en hausse (+3,7 %), mais sa progression reste inférieure à celle constatée dans l'Hexagone (+4,9 %). L'ensemble des postes participant à la progression des prix, en particulier ceux de l'énergie (+13,3 %) et de l'alimentation (+8,3 %). Les prix de l'énergie ont subi la révision des tarifs de l'électricité au 1^{er} août. L'évolution des prix de l'énergie dans les prochains mois restera fortement dépendante du contexte géopolitique mondial.

Selon l'enquête de conjoncture, davantage de chefs d'entreprise déclarent une hausse des prix de vente par rapport au trimestre précédent. Par ailleurs, les chefs d'entreprise anticipent une accélération de la hausse des prix au dernier trimestre, en lien avec la hausse des prix de l'énergie (10 % en août) et l'augmentation du coût du fret. Au 1^{er} octobre, les prix des conteneurs seront révisés à la hausse à hauteur de 3,5 %.

Un marché du travail toujours bien orienté

À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) recule de 1,4 % par rapport à fin juin et poursuit la baisse tendancielle engagée depuis plusieurs trimestres (-6,7 % sur un an). Selon les classes d'âge, l'ensemble des catégories bénéficient de cette diminution, en particulier les seniors (-2,3 %) et les demandeurs d'emploi de longue durée (-2,0 %). Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi de la catégorie A diminue de 2,9 % et celui de catégorie D (en stage ou en formation) augmente (+15,4 %).

Sur le marché de l'emploi, les effectifs salariés sont en hausse à fin juin (+0,2 % sur le trimestre) et les offres d'emploi se redressent (+5,8 %, CVS) à fin septembre (par rapport au 2^{ème} trimestre), ce qui va dans le même sens que la bonne orientation des soldes d'opinion sur les effectifs dans l'enquête de conjoncture.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages sont toujours bien orientés à l'exception du nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement qui est en hausse à fin septembre (+12,2 % à 340 dossiers en cumul annuel). Les incidents de paiement sur chèque (-4,5 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-2,8 %) et les retraits de cartes bancaires (-2,8 %) continuent de diminuer.

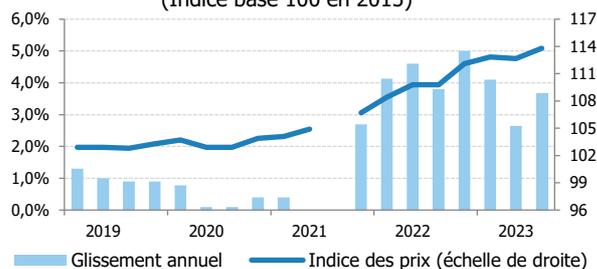
La consommation continue de ralentir

La consommation des ménages marque de nouveau le pas au troisième trimestre. Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture décrivent une activité commerciale peu dynamique.

À fin septembre, le montant cumulé sur un an des dépenses par cartes bancaires ralentit une nouvelle fois à +0,1 % contre +6,7 % à la fin du deuxième trimestre. Aussi, les flux de cartes bancaires sont en baisse par rapport à l'année précédente tant en volume (-1,9 %) qu'en valeur (-3,1 %).

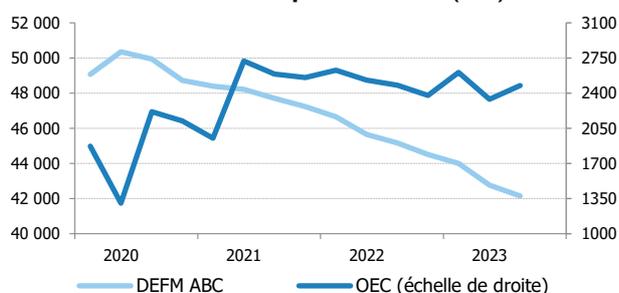
Les ménages semblent procéder à des arbitrages. Les importations de biens de consommation non durables (-9,7 %, CVS, textiles, produits alimentaires et pharmaceutiques) s'inscrivent en repli alors que celles de biens durables (+7,4 %, principalement l'électroménager et les meubles) progressent tout comme les immatriculations de véhicules de tourisme (+14,6 %, CVS). Les encours de crédits à la consommation des ménages confortent cette tendance. Ils progressent de 0,7 % sur le trimestre et de 4,1 % sur un an. Ces crédits permettent en général de financer les biens durables et les véhicules.

Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



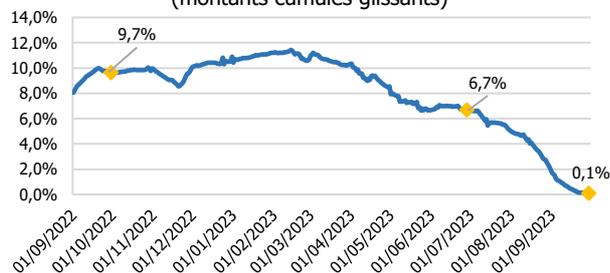
Source : Insee

Demandeurs d'emploi en fin de mois
et offres d'emploi collectées (CVS)



Sources : SMTPE, Pôle emploi, Dares

Évolution du cumul des dépenses par CB
(montants cumulés glissants)



Sources : Cartes bancaires GIE, analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées

Les intentions d'investir à un an progressent fortement

Après avoir marqué un point d'inflexion au deuxième trimestre, le solde d'opinion des prévisions d'investissement connaît une forte hausse au troisième trimestre de l'année. Toutefois, de fortes disparités sont perceptibles entre secteurs. Au sein des secteurs du tourisme et des industries agroalimentaires, les professionnels envisagent de poursuivre leurs efforts d'investissement. En revanche, les intentions sont plus limitées dans le commerce, le BTP et les services.

Les importations de biens d'investissement progressent (+10,1 %, CVS) par rapport au 2^e trimestre 2023. Les entreprises semblent avoir privilégié les investissements sur fonds propres. À fin septembre, les dépôts à vue des entreprises sont en baisse de -3,1 %, alors que les encours de crédits d'investissement progressent peu (+1,1 %).

Dans ce contexte, la trésorerie des entreprises est fragilisée. Le solde d'opinion relatif à la trésorerie des entreprises reste dégradé ce trimestre. Par conséquent, les indicateurs de vulnérabilité se détériorent dans une période de remboursement des PGE, et d'accélération de recouvrement URSSAF. À fin septembre 2023, le nombre de défaillances d'entreprise atteint 412 (en cumul brut glissant sur 12 mois), soit 58 % de plus qu'en 2022 (en glissement annuel).

Pour autant, dans l'enquête de conjoncture, seuls 9 % des chefs d'entreprise craignent une défaillance à 12 mois.

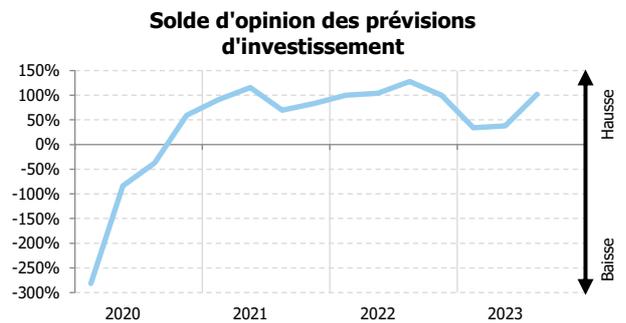
Recul des échanges commerciaux hors produits pétroliers

Hors produits pétroliers, les importations reculent sur le trimestre (-1,2 %, CVS) en lien avec le tassement de la consommation. Dans le détail, ce repli tient en particulier à la baisse des importations de biens agroalimentaires (-12,3 %, CVS) et de biens d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique (-1,6 %, CVS).

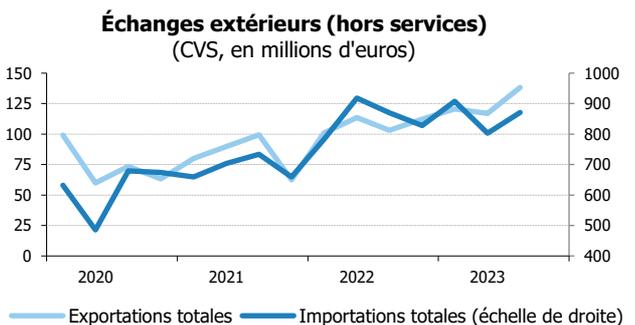
Les exportations hors produits pétroliers sont également en retrait ce trimestre (-8,0 %, CVS). Cette diminution tient au repli des exportations de produits agricoles (-7,4 %, CVS) et des produits agroalimentaires (-8,9 %, CVS).

De leur côté, les échanges de produits pétroliers affichent une nette progression tant pour les importations (+63,5 %, CVS) que les exportations (+46,8 %, CVS). Cette hausse s'explique en partie par l'augmentation du cours du baril de Brent à fin septembre par rapport à fin juin (+23,9 %, soit +13,1 euros).

Au regard de ces évolutions et du poids des produits pétroliers dans les échanges totaux, les importations et les exportations sont en hausse respectivement de 8,6 % (CVS) et 18,3 % (CVS).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

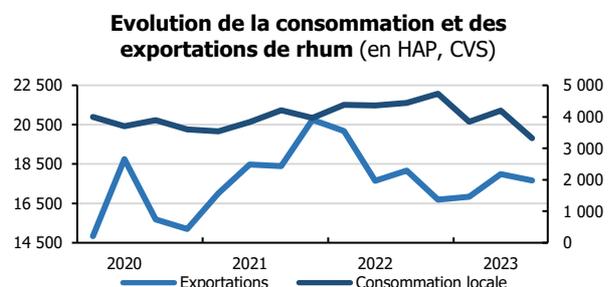


Source : Douanes

Une situation contrastée pour les secteurs d'activité

Dans le **secteur des services marchands**, l'activité baisse légèrement ce trimestre et la trésorerie des entreprises se dégrade. En revanche, le niveau des carnets de commandes progresse de nouveau et la hausse des prix de vente se poursuit, à un rythme inférieur à celui enregistré les trimestres précédents néanmoins.

L'activité des entreprises du secteur **agricole et des industries agroalimentaires** suit une trajectoire similaire. Cette observation est corroborée par la baisse des exportations de produits agricoles et agroalimentaires (-7,4 % et -8,9 % respectivement, CVS). La filière rhum ne fait pas exception. Si la production est toujours en hausse (+24,5 %, CVS), la consommation locale (-20,9 %, CVS) et les exportations (-1,9 %, CVS) diminuent ce trimestre. Au troisième trimestre, les charges d'exploitation continuent d'augmenter, mais à un rythme moins soutenu que les trimestres précédents, et la trésorerie se dégrade. En revanche, les prévisions d'investissement restent bien orientées et la hausse des prix de vente, bien que moins soutenue qu'en 2022, se poursuit. En parallèle, les effectifs sont en progression en lien avec les régularisations intervenues dans le secteur de la canne à sucre.



Source : Douanes

Dans le **secteur du BTP**, malgré une activité en croissance pour quelques entreprises de l'échantillon (pondérée par leur taille), l'environnement économique du secteur reste compliqué. Les ventes de ciment et le nombre de logements commencés sur un an sont en baisse ce trimestre, respectivement -1,7 % (CVS) et -2,4 % (glissement du cumul annuel) mais les encours de crédit à l'habitat sont encore dynamiques (+0,7 % sur un trimestre et +5,0 % sur un an). Les différents soldes d'opinion collectés rendent compte des difficultés rencontrées par les dirigeants. La trésorerie des entreprises se détériore en raison notamment de délais de

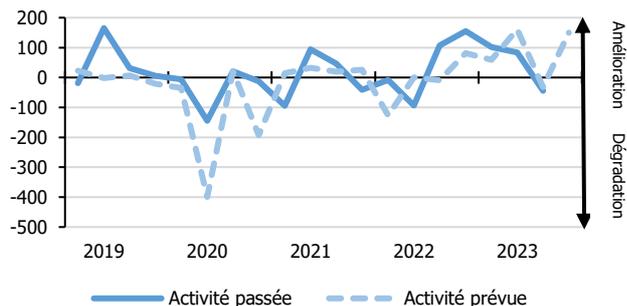
paiement qui se rallongent fortement et de charges qui continuent de croître. Les dirigeants déplorent un manque de visibilité sur l'année à venir.

L'activité croît aussi légèrement dans le **secteur du commerce**, mais les trésoreries restent dégradées. Les acteurs du secteur anticipent vraisemblablement un regain de consommation pour les fêtes de fin d'année puisque les effectifs se sont renforcés et que les stocks de produits finis ont augmenté. Les projections semblent favorables, les intentions d'investir à un an étant en hausse ce trimestre.

L'activité des **autres industries** enregistre un léger fléchissement, après plusieurs trimestres de progression. Au niveau de la liquidité, les délais de paiement se sont dégradés ce trimestre. Le niveau de trésorerie demeure assez stable et les charges d'exploitation ne progressent plus.

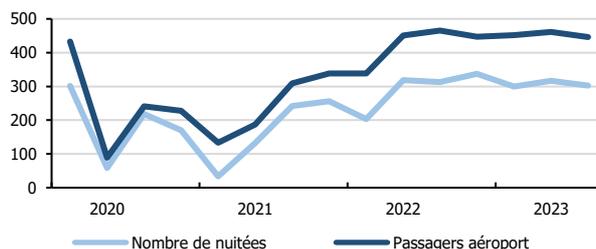
Enfin, dans le **secteur du tourisme**, l'activité se stabilise après plus d'un an de progression dans un contexte de reprise du secteur, et les effectifs se resserrent. Le nombre de nuitées hôtelières et le nombre de passagers à l'aéroport sont en baisse par rapport au trimestre précédent, -4,5 % et -3,1 % respectivement (CVS). Par rapport à l'année 2022, sur la période juillet-août, le nombre de nuitées est en baisse (-2,2 %). Pour autant, les prévisions d'investissement sont très bien orientées et la liquidité des entreprises ne semble pas être une source de difficultés. Les prix de vente continuent de progresser, mais la hausse fléchit. Par ailleurs, le samedi 16 septembre, lors de la 45^e session élargie du comité du patrimoine mondial, la Montagne Pelée et les Pitons du Nord ont été inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Cette annonce devrait dynamiser l'activité touristique dans les années à venir.

Évolution du solde d'opinion sur l'activité des autres industries



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Nombre de passagers à l'aéroport et nombre de nuitées hôtelières (en milliers, CVS)



Sources: SAMAC, INSEE

La conjoncture régionale et internationale

UNE CROISSANCE RÉGIONALE RÉSILIENTE PORTÉE PAR LE TOURISME, MALGRÉ UN RALENTISSEMENT EN 2023

Entre juin et septembre 2023, l'économie **jamaïcaine** maintient son dynamisme en affichant une croissance du PIB de +1,9 % (après +1,5 % au trimestre précédent). Cette croissance est tirée principalement par l'industrie minière, dont la production a augmenté de 102 %, avec une hausse significative de 137 % de l'extraction d'alumine. De plus, le secteur de l'hôtellerie-restauration contribue à la reprise de l'activité touristique, en affichant une croissance de 8 %. Néanmoins, le secteur de l'agriculture-foresterie-pêche connaît un déclin de 9,0 % en raison des épisodes de sécheresse qui impactent les rendements agricoles. L'inflation, stimulée par l'augmentation des prix des produits agricoles, de l'énergie et des frais de scolarité (+12 %), atteint +2,6 % au troisième trimestre 2023, contre +1,2 % au trimestre précédent. En parallèle, le niveau d'endettement de la Jamaïque est désormais bien inférieur aux niveaux pré-COVID, diminuant de plus de 30 points de pourcentage pour atteindre 78 % du PIB en 2022, contre 110 % en 2020. Face à ces efforts budgétaires de réduction de la dette publique, l'agence de notation Moody's Investors Service a relevé la notation souveraine de la Jamaïque de "B2" à "B1" et révisé ses perspectives de « stables » à « positives » en octobre 2023.

En octobre 2023, la **République dominicaine** a enregistré une croissance de 3,6 % en glissement annuel, soit le taux de croissance mensuel le plus élevé de l'année, d'après la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD). Le dynamisme de la croissance est porté par le secteur du tourisme. Cependant, l'économie reste très exposée au dérèglement climatique. À titre d'exemple, les pluies diluviennes du 18 novembre 2023 ont entraîné des pertes de plus de 5 Mds DOP (=79 millions de dollars) pour le secteur agricole. Par ailleurs, l'inflation en glissement annuel a connu une évolution significative, passant d'un pic de +9,6 % en avril 2022 à +4,35 % en octobre 2023, retrouvant ainsi la fourchette cible de 4,0 % ± 1,0 %. Face à cette situation, la BCRD a de nouveau réduit son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, le ramenant de 7,25 % à 7 % le 30 novembre 2023.

L'économie de la **Barbade** a enregistré une progression notable de 4,4 % au cours des neuf premiers mois de l'année, marquant la plus forte expansion sur cette période depuis 2006, à l'exception de la phase de reprise post-pandémique, selon la Banque centrale de la Barbade (CBB). Cette croissance économique a été largement alimentée par une augmentation significative de l'activité touristique, affichant une hausse de 14 % au cours des neuf premiers mois de 2023. Cette dynamique a ensuite stimulé le secteur de la construction (+6 %) ainsi que d'autres activités non marchandes. Après avoir enregistré une hausse de 13,8 % en 2022, la croissance économique devrait se situer à 4,5 % en 2023, maintenant son niveau au-dessus des chiffres observés avant la pandémie.

Les perspectives économiques du FMI prévoient pour **Saint-Vincent-et-les-Grenadines** une croissance de 6,2 % en 2023 et de 5 % en 2024, la plus forte des pays de l'Organisation Économique des Caraïbes Orientales. La reprise économique est largement portée par le secteur touristique, qui a retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie. Le nombre de visiteurs en séjour, principalement en provenance des États-Unis, a augmenté de 95 % au cours du premier semestre.

D'après un rapport du FMI, le secteur du tourisme est un moteur important de l'activité économique de la **Dominique**. La contribution directe du tourisme en Dominique est de 12,2 % du PIB en 2019, soit l'une des plus élevées de l'Union Monétaire des Caraïbes Orientales¹.

¹Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenada, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Sources : Bank of Jamaica, Planning Institute of Jamaica, BCRD, CBB, FMI, DG Trésor, ECCB

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE RALENTIT DANS UN CONTEXTE D'INFLATION PERSISTANTE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en octobre, la croissance économique mondiale ralentit et devrait s'établir à 3,0 % en 2023 et à 2,9 % en 2024. Alors que la prévision pour 2023 reste inchangée, celle pour 2024 enregistre une baisse de 0,1 point de pourcentage par rapport à celle publiée en juillet 2023. Ce ralentissement est directement lié au recul des services, dont le rattrapage observé au trimestre précédent est ralenti. D'autre part, si l'inflation mondiale devrait continuer de reculer progressivement en s'établissant à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024, les prévisions ont été révisées à la hausse de respectivement 0,1 et 0,6 point de pourcentage. Le FMI prévoit donc un « atterrissage en douceur » pour la plupart des pays bien que, dans leur ensemble, les facteurs influençant la croissance mondiale restent orientés à la baisse.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 1,2 % au troisième trimestre 2023, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. Ce dynamisme reflète la hausse des investissements des entreprises sur ce trimestre et la résilience de la consommation privée. Bien que le FMI s'inquiète de l'état des finances publiques, il table sur une progression du PIB de 2,1 % aux États-Unis sur l'ensemble de l'année, soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux estimations de juillet.

Dans la zone euro, l'activité se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023. Ce ralentissement, plus important que prévu, est porté par la dégradation de la conjoncture allemande (le PIB se contracte de 0,1 % au troisième trimestre 2023, après une amélioration de 0,1 % au trimestre dernier), ainsi que par les taux directeurs encore élevés. Dans la zone, le taux de chômage augmente légèrement et passe à 6,5 %, retrouvant ainsi son niveau du mois de mars, tandis que le taux d'inflation continue de diminuer pour s'établir à 2,9 % en octobre 2023. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023, et de 1,2 % en 2024, soit une révision à la baisse de respectivement 0,2 et 0,3 point par rapport aux prévisions de juillet 2023.

En France, le PIB a enregistré une modeste hausse de 0,1 % au troisième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,6 % au trimestre précédent. Cette croissance est principalement due à la hausse de la consommation des ménages (+0,7 %) et de l'investissement (+1,0 %). Les exportations se replient nettement (-1,4 % après +2,4 %), tout comme les importations (-0,5 %).

Après deux trimestres de forte croissance, le Japon fait face à un recul plus marqué que prévu, le PIB se contractant de 0,5 %. Cette contraction est portée par la fragilité persistante de la demande privée, qui subit encore l'inflation stabilisée autour de 3 %. Les importations ont augmenté de 1 %, dégradant le solde du commerce extérieur. Sur l'année 2023, le FMI anticipe toutefois une hausse du PIB de 2 %, soit une révision à la hausse de 0,6 point par rapport aux estimations de juillet.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,3 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,2 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+2,2 %). Les prévisions pour la Chine sont à l'inverse révisées à la baisse de 0,2 point en 2023 (5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : **F. MAR-PICART** — Responsable de la rédaction : **A. BOILEAU**
Rédaction : **A. CARIOU** et **M. ROVELA-MARTHELY** — Éditeur et imprimeur : IEDOM